

Adresse du VII^e Congrès du Parti ouvrier indépendant

Le 5 décembre, des millions de travailleurs et de jeunes se sont saisis de l'appel lancé par les agents de la RATP. Ils exigent le retrait de la réforme des retraites par points. A la RATP, à la SNCF, dans l'enseignement et dans d'autres secteurs du public et du privé, les assemblées générales votent et reconduisent la grève. C'est cette question qui est au centre de la mobilisation pour gagner et faire plier Macron.

Ce mouvement vient de loin. L'an dernier, il y a eu le surgissement des Gilets jaunes combattant la politique de Macron qui continue et amplifie celle des gouvernements successifs, puis la grève des urgences, en dehors du contrôle des directions des organisations syndicales, avec la volonté des travailleurs de s'organiser et de décider par eux-mêmes.

Aujourd'hui, Macron et son gouvernement multiplient les mensonges éhontés sur leur réforme. La vérité, c'est que la retraite par points satisfait l'exigence directe du capital financier. Tout le monde sait maintenant que Delevoye et la Fédération française des assurances sont très proches, tout comme Macron et BlackRock, le plus grand fonds d'investissement américain (7 000 milliards de dollars, trois fois le PIB de la France) !

« *Le temps du régime universel est venu, celui des régimes spéciaux s'achève* », a dit le Premier ministre. Ils veulent faire disparaître les quarante-deux régimes de retraite existants, dont le régime général, conquis en 1945, une attaque contre tous les travailleurs. « Adieu 1945 ! » disait déjà, en 2007, Denis Kessler, alors vice-président du Medef et président de la Fédération des assurances, exigeant d'en finir avec toutes les conquêtes sociales. Macron, lui, affirmait qu'il fallait en finir avec « *la société des statuts* ». C'est l'enjeu de toute la situation.

Édouard Philippe a promis aux organisations syndicales qu'elles participeraient dès 2021 à « *la gouvernance du système* » de retraites à points, « *sous le contrôle du Parlement* ». Donc, le gouvernement décide... espérant évidemment diviser les organisations syndicales et les entraîner dans l'accompagnement de sa politique et vers le corporatisme.

Mais les travailleurs, les militants, n'acceptent pas. Ils veulent le retrait ! Jeunes, travailleurs du public comme du privé, retraités, Gilets jaunes, le disent à chaque occasion dans les assemblées générales de grévistes, dans les manifestations.

Dans le monde entier, comme en France, le capital financier et les gouvernements à ses ordres poursuivent une même politique de destruction brutale de la moindre conquête sociale, précipitant les peuples dans la misère, la déchéance, les guerres alimentées par les puissances impérialistes. Parce qu'ils veulent vivre, les travailleurs et les peuples se soulèvent dans de nombreux pays, sur tous les continents, cherchant à prendre leurs propres affaires en main. C'est ce pourquoi combattent les délégués venus de cinquante-cinq pays (1) réunis lors du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), fin novembre à Paris, et au meeting internationaliste qui a suivi.

En Europe, de même que les gouvernements en crise, les institutions de l'Union européenne se disloquent. Prises en étau entre le rejet des travailleurs et des peuples et la concurrence entre multinationales exacerbée par la crise du système capitaliste, elles scrutent avec angoisse la situation en France. Tous redoutent d'y voir un point de basculement qui ferait partout sauter les dernières digues.

Macron, hormis le soutien des « puissants » du système, n'est assis que sur une « majorité » parlementaire représentant à peine 16 % des électeurs inscrits. Il est parvenu au pouvoir « *par effraction* » (comme il l'a avoué lui-même) lors d'élections dominées par une abstention record qui exprime le rejet, la volonté de dégager tous les partis qui se sont succédé au pouvoir depuis des décennies. Macron utilise les institutions antidémocratiques de la V^e République, taillées sur mesure pour imposer les exigences du capital financier, y compris par une répression sauvage contre les travailleurs, les jeunes, les retraités et les Gilets jaunes (2).

Aujourd'hui, et cette fois sur le terrain de la grève, les travailleurs expriment puissamment le même rejet. Dans les comités de résistance et de reconquête, pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945, des travailleurs et des militants de toutes tendances échangent sur les moyens pour aider à ce que s'organise le choc engagé contre Macron.

Dans cette situation, le Parti ouvrier indépendant met tout en œuvre, avec son journal de tribune libre *Informations ouvrières*, pour aider tous les travailleurs et la jeunesse à faire céder Macron.

« *Ce qu'il faut, c'est étendre la grève jusqu'au retrait !* », lancent en AG les agents de la RATP à l'adresse de tous. C'est plus que jamais vrai !

(1) Précisons que le gouvernement Macron a refusé d'accorder des visas aux délégations du Burundi, de Guinée-Conakry, du Kazakhstan, du Nigeria, de Somalie, du Tchad et du Togo.

(2) Voir le communiqué contre la répression adopté par le congrès du POI.